

Les leçons de la crise*

Michel Husson, 20 mars 2016

Ce livre a été écrit il y a près de 4 ans et la crise mondiale dure depuis 8 ans. Son dernier chapitre est intitulé « Por qué vamos directos al precipicio » et il reste malheureusement d'actualité. A l'échelle mondiale, le capitalisme fonctionne selon une sorte de « régulation chaotique » : régulation, parce qu'il ne s'est pas effondré, mais chaotique parce qu'il est aujourd'hui embourbé dans ses contradictions, et profondément détraqué.

Le capitalisme néo-libéral qui est entré en crise en 2008 était lui-même la réponse à la crise du capitalisme dit « de l'Age d'or ». La racine de cette crise, manifeste depuis le milieu des années 1970, était l'épuisement des gains de productivité. Le capitalisme y a répondu par divers dispositifs qui n'étaient pas soutenables : financiarisation, surendettement, inégalités, gel des salaires, etc. Le phénomène d'émergence des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) a pu nourrir l'espoir que ces pays allaient donner un second souffle au capitalisme mondial.

Après l'entrée en crise du néo-libéralisme, le capitalisme est-il susceptible de mettre en place un régime alternatif ? La réponse à cette question fondamentale est négative, et il est important d'en détailler les raisons.

Nouvelles sources de productivité ou stagnation séculaire ?

Les capitalistes sont inquiets. La crise a non seulement fait chuter la production, mais elle semble peser durablement sur la croissance à venir. Ces inquiétudes s'expriment à travers le débat sur la « stagnation séculaire » qui est porté par des économistes, notamment Robert Gordon, pour qui « les innovations n'auront plus à l'avenir le même potentiel en termes de croissance que dans le passé¹ ». Mais d'autres économistes mettent au contraire l'accent sur le développement de la robotisation, et sur les innovations technologiques de l'information et de la communication. Ils vont jusqu'à pronostiquer la disparition d'une proportion considérable d'emplois dans les décennies à venir.

La robotisation ou l'automatisation peuvent évidemment engendrer des gains de productivité dans l'industrie et dans une partie des services. Mais cela nécessite des investissements, qui doivent être rentables. Et l'automatisation durcit la contrainte de réalisation : qui va acheter les marchandises produites par des robots ?

* Préface à l'édition colombienne de *Le capitalisme en 10 leçons*.

¹ Robert J. Gordon, "[Is U.S. Economic Growth Over?](#)", *CEPR Policy Insight* N° 63, Septembre 2012.

Si le flux des innovations technologiques ne semble pas se tarir, c'est peut-être la capacité du capitalisme à les incorporer à sa logique qui est en train de s'épuiser, et c'est particulièrement vrai pour l'économie collaborative².

Nouveaux déséquilibres mondiaux

C'est la fin de ce qu'on a appelé « Chinamérique » : d'un côté, le modèle US s'éloigne de son fonctionnement d'avant la crise, tandis que l'immense vaisseau chinois est en train d'amorcer un changement de cap vers un modèle centré sur la demande intérieure. La complémentarité entre les deux grandes économies se réduit et cette rétraction, avec ses effets collatéraux sur les pays émergents et l'Europe, déséquilibre toute l'économie mondiale.

C'est aussi la fin de l'« émergence » de pays qui sont secoués par le chaos de l'économie mondiale : prix des matières premières en chute libre, taux de change rendus erratiques par les mouvements de capitaux, effet boomerang du tout-à-l'export et de la compétitivité à outrance. Beaucoup de ces pays sont ramenés au statut de pays dominés, réduits au rôle de pourvoyeurs de matières premières et de main-d'oeuvre à bas salaires.

En défense du capital fictif

La crise a conduit à une énorme accumulation de dettes publiques, mais aussi privées. Selon le McKinsey Global Institute³, elles représentaient près de 200 000 milliards de dollars à l'échelle mondiale contre 90 000 en 2004. Cette tendance concerne spécialement la dette des entreprises non financières des pays émergents, qui a quadruplé entre 2004 et 2014. Christine Lagarde, la présidente du FMI, a donc raison de parler des « séquelles de la crise financière mondiale ».

Le schéma d'ensemble est plus précisément le suivant : la période précédant la crise a été caractérisée par une énorme accumulation de capital fictif, autrement dit de droits de tirage sur la plus-value produite par l'exploitation du travail salarié. Pour que le capitalisme redémarre sur des bases saines, il aurait été nécessaire de détruire ce capital fictif (et même sans doute une partie du capital productif). Il y a eu des pertes, mais les politiques menées à travers le monde ont été guidées par un principe essentiel : préserver le capital fictif et les droits de tirage qu'il représente.

Cela s'est fait de deux manières : d'une part, par le transfert des dettes privées vers les dettes publiques et, à travers les mesures d'austérité, par une ponction sur la plus-value ; d'autre part par l'injection massive de liquidités. Dans le premier cas, on peut dire que le capitalisme respecte la loi de la valeur, puisqu'il cherche à ajuster le ratio capital fictif/plus-value en augmentant la plus-value.

² Michel Husson, "[Estancamiento secular: ¿un capitalismo empantanado?](#)", *VientoSur*, 21 de junio de 2015.

³ McKinsey Global Institute, "[Debt and \(not much\) deleveraging](#)", February 2015.

Dans le second cas, au contraire, il cherche à nier ou à contourner la loi de la valeur en agissant sur le numérateur. Au niveau le plus fondamental, la prochaine crise pourra donc être interprétée comme un sévère rappel de la loi de la valeur.

La crise qui vient et la régression sociale

La recherche d'une sortie capitaliste de la crise ne peut donc qu'intensifier la logique de fragmentation sociale : d'un côté les salariés susceptibles d'être mobilisés dans la guerre compétitive, de l'autre les salariés (et les pays) low cost. Ce durcissement des rapports sociaux n'est pas l'effet de la seule automatisation capitaliste dont on a vu que son potentiel est ambigu du point de vue du capital. Mais, en tout état de cause, elle n'engendre pas un progrès neutre, et on pourrait répéter aujourd'hui à propos des robots ce que disait Marx de la machine dans le chapitre « Machinisme et grande industrie » du *Capital* : « la machine n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement⁴. »

Pour résumer, le capitalisme mondial est soumis aujourd'hui à une tension fondamentale. D'un côté, la gestion de la crise qui a éclaté en 2008 a été menée selon deux principes essentiels : ne pas solder les comptes (les « séquelles ») et reconstituer le modèle néo-libéral d'avant-crise, en cherchant à en contrôler les effets les plus délétères. Il s'agit en pratique de garantir les droits de tirage acquis par le « 1 % » et la liberté d'action des banques et des multinationales. Mais le ressort fondamental du dynamisme du capitalisme, à savoir les gains de productivité, est aujourd'hui en voie d'épuisement. Cette configuration conduit à des interactions complexes entre les évolutions au sein de la sphère productive et le maniement des instruments financiers et monétaires. Une nouvelle crise semble aujourd'hui à peu près inévitable et il est difficile de discerner où se trouvera le point de rupture (bourse, banque, dette, taux de change ?) mais cet épisode sera en tout cas le marqueur de profondes contradictions structurelles⁵. C'est pourquoi, comme en 2007-2008, le lieu de déclenchement de la prochaine crise ne suffira pas à en révéler les causes profondes.

⁴ Karl Marx *Le Capital*, Livre I, Editions sociales, tome 2, p.116.

⁵ Michel Husson, "[Las coordenadas de la crisis que viene](#)", *VientoSur*, 11 de Noviembre 2015.